



LIVRET FINANCIER

RÉSULTATS FINANCIERS

**FIN
JUN
2021**

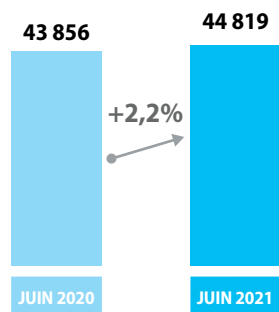
COMMUNIQUÉ SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2021

CRÉDIT DU MAROC : UNE REPRISE COMMERCIALE AFFIRMÉE ET DES RÉSULTATS EN FORTE PROGRESSION

Un résultat net part du groupe de 278 millions de dirhams au 30 juin 2021, en évolution annuelle de +254 millions de dirhams.

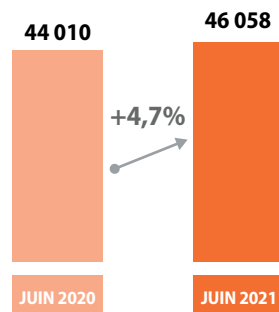
Le Conseil de Surveillance de Crédit du Maroc, présidé par Monsieur Ismaïl Fassi-Fihri, a examiné lors de sa séance du 29 juillet 2021, l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2021 par le Directoire.

ENCOURS CRÉDITS



En millions de dirhams

ENCOURS RESSOURCES BILAN



En millions de dirhams

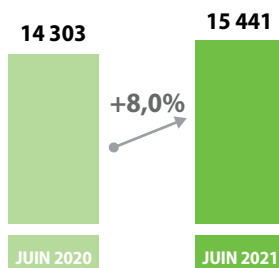
UNE DYNAMIQUE CRÉDIT FAVORABLE – ENCOURS CRÉDITS +2,2%

À fin juin 2021, les emplois clientèle de Crédit du Maroc augmentent de 2,2% sur un an et s'élèvent à 44 819 millions de dirhams. Cette progression reflète la bonne performance des crédits aux particuliers et des crédits court terme aux entreprises.

Les encours des crédits aux particuliers s'accroissent de 5,6% à 19 175 millions de dirhams profitant principalement de la hausse de 8,0% des encours des crédits à l'habitat. Par ailleurs, les encours de crédits à la consommation baissent de 3,3% dans un contexte toujours marqué par l'attentisme des ménages quant à l'évolution de la crise sanitaire. Les crédits de trésorerie progressent de 13,3% alors que les encours des crédits à l'équipement et du crédit-bail se replient de 1,2% et 11,4% dans une conjoncture peu favorable à l'investissement.

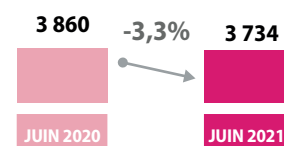
Au cours du deuxième trimestre 2021, Crédit du Maroc a renforcé son plan de relance du financement des ménages. Ces actions ont eu un impact positif sur la production de crédit habitat, qui s'accroît fortement à 1 539 millions de dirhams à fin juin 2021, en hausse de 90,6% par rapport à la même période de 2020.

CRÉDITS HABITAT



En millions de dirhams

CRÉDIT À LA CONSOMMATION



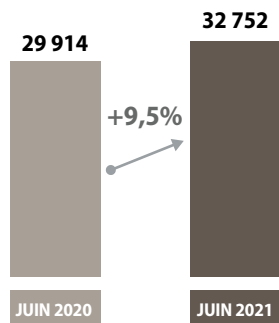
En millions de dirhams

UNE CROISSANCE SOUTENUE DE LA COLLECTE – ENCOURS RESSOURCES BILAN +4,7%, RESSOURCES HORS BILAN +10,8%

Crédit du Maroc affiche à fin juin 2021 un accroissement de ses ressources bilan de 4,7% à 46 058 millions de dirhams grâce aux dépôts à vue (+9,5%) à 32 752 millions de dirhams et aux ressources d'épargne (+2,3%) à 9 997 millions de dirhams.

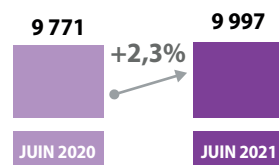
Les ressources hors bilan s'inscrivent également dans une dynamique de croissance continue. Leurs encours ont ainsi progressé de 10,8%, portés par l'augmentation de 18,4% des encours OPCVM.

RESSOURCES À VUE



En millions de dirhams

RESSOURCES D'ÉPARGNE



En millions de dirhams

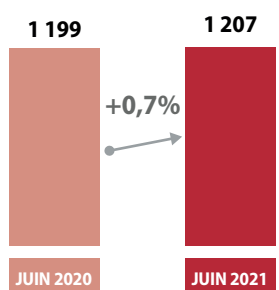
UNE REPRISE DE L'ACTIVITÉ BANCASSURANCE - PRIMES

BANCASSURANCE NON VIE +36,4%

L'activité bancassurance de Crédit du Maroc reprend sa progression, avec des primes collectées en non vie en hausse de 36,4% à fin juin 2021, pour s'établir à 122,6 millions de dirhams.

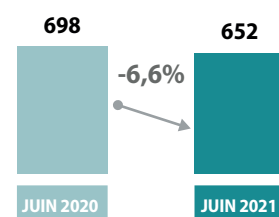
Cette performance est liée à la fois à l'intérêt croissant des clients pour les solutions de protection et de prévoyance ainsi qu'à la démarche de conseil personnalisé proposée par Crédit du Maroc.

PRODUIT NET BANCAIRE



En millions de dirhams

CHARGES D'EXPLOITATION



En millions de dirhams

UN PRODUIT NET BANCAIRE EN PROGRESSION - PNB CONSOLIDÉ +0,7%

À fin juin 2021, le produit net bancaire (PNB) consolidé de Crédit du Maroc est en hausse de 0,7% à 1 206,8 millions de dirhams.

Cette évolution est portée principalement par la marge nette d'intérêt qui augmente de 3,0% à fin juin 2021 par rapport au premier semestre 2020, profitant de l'accroissement des encours et de la poursuite de l'optimisation du coût de la ressource.

La marge sur commissions est en léger repli de 0,2% sous l'effet de la réduction de l'activité de courtage de la filiale CDM Capital. Hors cet effet, la marge sur commissions s'accroît de 1,9%.

Le résultat des opérations de marché est en retrait de 10,4% et atteint 95,7 millions de dirhams. Cette réduction, atténuée toutefois par un résultat de

change favorable, est principalement liée à l'activité obligataire, affectée par un recul des volumes lié à l'atonie de la demande et à la faible activité du marché primaire.

Par ailleurs, les filiales du groupe Crédit du Maroc affichent un PNB global de 98,2 millions de dirhams, en baisse de 5,7% par rapport au premier semestre 2020, imputable essentiellement à la moindre contribution de la filiale CDM Capital.

UN RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION EN HAUSSE - RBE CONSOLIDÉ +10,8%

Le résultat brut d'exploitation progresse de 10,8% à 554,7 millions de dirhams grâce à la diminution de 6,6% des charges générales d'exploitation. Les charges du premier semestre 2020 intégraient le don du Crédit du Maroc au fonds spécial pour la gestion du COVID-19 pour un montant total de 85 millions de dirhams. Retraitées du don, les charges d'exploitation sont en hausse de 6,4% sous l'effet des amortissements (+13,7%) relatifs à l'effort d'investissement de Crédit du Maroc dans le cadre de son projet d'entreprise Tajdid 2022.

Crédit du Maroc a, par ailleurs, engagé sur le premier semestre 2021 un montant total de 118 millions de dirhams d'investissements dont l'essentiel a été dédié au nouveau siège.

Le coefficient d'exploitation du premier semestre 2021 s'établit à 54,0% en baisse de 430 points de base.

UN COÛT DU RISQUE IMPACTÉ PAR DES REPRISSES EXCEPTIONNELLES - COÛT DU RISQUE -84,8%, TAUX DE COUVERTURE 93,3%

Crédit du Maroc voit son coût du risque consolidé diminuer significativement de 84,8% par rapport au premier semestre 2020 à 66,6 millions de dirhams. Ce coût du risque intègre notamment la reprise d'une provision importante liée à un ancien litige consécutivement à la décision de la Cour d'appel de renvoi. Dans la continuité de sa politique de gestion des risques prudente, Crédit du Maroc a renforcé son provisionnement crédit avec un taux de couverture de 93,3% à fin juin 2021.

UN RESULTAT EN FORTE HAUSSE - RÉSULTAT NET PART DU GROUPE : 278 MILLIONS DE DIRHAMS

Le résultat net part du groupe Crédit du Maroc s'établit à 278 millions de dirhams contre 24 millions de dirhams sur la même période de l'année dernière.

DES FONDAMENTAUX FINANCIERS SOLIDES - RATIO DE SOLVABILITÉ 15,39%, LIQUIDITY COVERAGE RATIO (LCR) 151,6%

Les fonds propres consolidés du groupe Crédit du Maroc s'établissent à 6 724 millions de dirhams. Le ratio de solvabilité global ressort à 15,39% et le ratio Core Tier 1 à 12,57%.

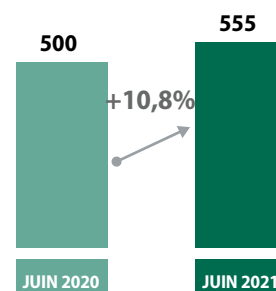
Le ratio de liquidité LCR s'élève à 151,6% à fin juin 2021.

L'endettement de Crédit du Maroc s'élève à 1 518,0 millions de dirhams, en recul de 28,0% par rapport à juin 2020. Cette baisse est due notamment à un remboursement de dette subordonnée pour un montant de 500 millions de dirhams.

CRÉDIT DU MAROC CONTINUE D'ACCOMPAGNER LA RELANCE ET POURSUIT SON PROJET DE TRANSFORMATION AU SERVICE DE SES CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

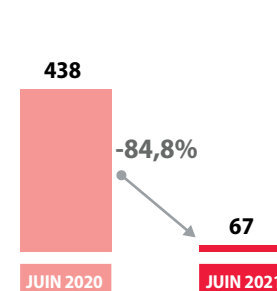
Dans le cadre de son projet d'entreprise Tajdid 2022, Crédit du Maroc s'est fixé comme ambition majeure d'améliorer de façon continue la satisfaction client.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION



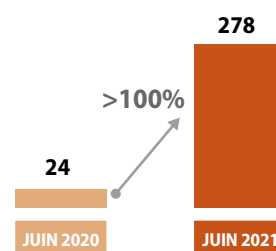
En millions de dirhams

COÛT DU RISQUE



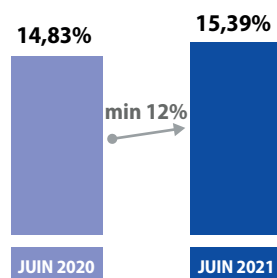
En millions de dirhams

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



En millions de dirhams

RATIO DE SOLVABILITÉ



En millions de dirhams

La banque a ainsi accéléré sa digitalisation et a, par ailleurs, lancé en mai 2021 la 3^{ème} version de l'application MyCDM apportant des évolutions en termes de fonctionnement et de nouvelles fonctionnalités qui continueront à s'enrichir dans les prochains mois, afin de répondre à l'ensemble des attentes clients.

S'inscrivant pleinement dans le dispositif de relance de l'économie, Crédit du Maroc a prolongé et enrichi son plan de financement des ménages et a poursuivi son soutien à l'activité des professionnels, TPME et GE.

Par ailleurs, plaçant la formation continue au cœur de sa transformation, Crédit du Maroc renforce le développement des compétences de ses collaborateurs par la consolidation de son lien avec le monde universitaire en signant un partenariat avec l'Ecole Centrale de Casablanca et l'Université Internationale de Rabat.

Sur le plan sociétal, la banque confirme son engagement d'inclusion sociale notamment pour la promotion de l'insertion des jeunes dans le monde de l'emploi à travers (i) le développement du mécénat de compétences et (ii) la participation à la première édition du prix

COMMUNIQUÉ SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2021

national « Génération Solidaire » afin d'accompagner et de financer les meilleurs projets coopératifs innovants et durables de jeunes candidats.

Crédit du Maroc avance, en parallèle, dans le renforcement des quatre fondations de son projet d'entreprise, Tajdid2022 :

- après le choix de la solution Temenos pour bâtir le nouveau Core Banking System, la phase de mise en œuvre a désormais été lancée ;
- le déploiement du nouveau modèle de distribution se concrétise avec le démarrage des travaux de transformation physique des agences au nouveau concept « Nouveau Modèle d'Agence » alliant modernité, convivialité et multicanal ;
- l'accélération du programme de transformation digitale notamment à travers le renforcement des compétences et expertises ;
- la poursuite des travaux de construction du nouveau siège des Arènes sur le boulevard d'Anfa à Casablanca.

COMPTES SOCIAUX

Au niveau des comptes sociaux, le produit net bancaire s'établit à 1 165,9 millions de dirhams, en hausse de +1,5% par rapport à juin 2020. Le résultat brut d'exploitation se replie de 2,1% à 540,8 millions de dirhams. Il tient compte des charges générales d'exploitation d'un montant de 638,1 millions de dirhams, en augmentation de 6,5%.

Bénéficiant d'un coût du risque de 27,5 millions de dirhams, le résultat net s'élève à 388,8 millions de dirhams, contre 37 millions de dirhams en juin 2020.

Le Conseil de Surveillance remercie le Directoire et l'ensemble des équipes de Crédit du Maroc pour leur engagement et leur contribution aux réalisations du premier semestre 2021.

À propos de Crédit du Maroc

Filiale du Groupe Crédit Agricole France, Crédit du Maroc est une banque universelle et généraliste qui s'adresse à tous les segments de clients : particuliers, professionnels, agriculteurs et entreprises. Sa politique de croissance, son réseau commercial étoffé à travers tout le Royaume du Maroc (340 points de vente) et la mobilisation de sa force vive (environ 2500 collaborateurs) s'appuient sur un grand pouvoir d'innovation orienté vers la satisfaction de ses clients. L'affiliation au Groupe Crédit Agricole France confère au Crédit du Maroc un atout commercial majeur de par son ouverture à l'international et son approche globale, riche d'expertises éprouvées.

Crédit du Maroc propose des offres sur mesure qui répondent à tous les besoins des clients, des services bancaires au quotidien jusqu'à la banque de financement et d'investissement en passant par les financements, l'épargne, la bancassurance, la gestion d'actifs, le leasing et le factoring ou encore la banque privée et la fenêtre participative 'Arreda'.

Pour plus d'information : www.creditdumaroc.ma

À propos du groupe Crédit Agricole (France)

Le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie française et l'un des tout premiers acteurs bancaires en Europe. Leader de la banque de proximité en Europe, le Groupe est également premier gestionnaire d'actifs européen, premier bancassureur en Europe et troisième acteur européen en financement de projets.

Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, de ses 140 000 collaborateurs et 31 150 administrateurs de Caisses locales et régionales, le groupe Crédit Agricole est une banque responsable et utile, au service de 52 millions de clients, 8,8 millions de sociétaires et 1 million d'actionnaires individuels.

Grâce à son modèle de banque universelle de proximité – l'association étroite entre ses banques de proximité et les métiers qui leur sont liés –, le groupe Crédit Agricole accompagne ses clients dans leurs projets en France et dans le monde : banque au quotidien, crédits immobiliers et à la consommation, épargne, assurances, gestion d'actifs, immobilier, crédit-bail, affacturage, banque de financement et d'investissement.

Au service de l'économie, le Crédit Agricole se distingue également par sa politique de responsabilité sociale d'entreprise dynamique et innovante. Elle repose sur une démarche pragmatique qui irrigue tout le Groupe et met chaque collaborateur en action.

Pour plus d'information : www.credit-agricole.com

Liste des communiqués de presse publiés au 30 JUIN 2021 :

- Le Crédit du Maroc soutient l'Orchestre Philharmonique du Maroc et affirme son engagement citoyen pour le développement de l'art et de la culture dans le Royaume.
- Crédit du Maroc signe une convention de partenariat avec l'ANAPEC pour accompagner et appuyer la création d'entreprise au
- Crédit du Maroc lance son projet de refonte du système d'information et choisit Temenos pour l'accompagner dans cette transformation
- Crédit du Maroc - Les Résultats Financiers de l'année 2020
- La Fondation Crédit du Maroc soutient 'Sports Entrepreneurship Hackathon', une compétition de 72 heures autour d'idées et de projets sportifs innovants, dans le cadre du premier sommet
- Romuald le Masson est nommé Directeur Général Adjoint en charge du Réseau Crédit du Maroc
- Crédit du Maroc finance une centrale éolienne dans la région de Qualidia pour le compte du groupe InnoVent
- Crédit du Maroc renforce son lien avec le monde universitaire et signe une convention de partenariat avec l'Ecole Centrale Casablanca (ECC).

Contact Presse - Communication financière :

Mouna Benrhanem - mouna.benrhanem@ca-cdm.ma

Site web : www.creditdumaroc.ma – Centre de Relation Clients : 3232

Retrouvez toute la publication financière sur le lien suivant :

https://www.creditdumaroc.ma/sites/default/files/resultat_au_31_juin2021.pdf

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		1 105 045	2 558 975
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	2 550 624	791 390
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	3.5	2 180 885	442 439
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	369 740	348 952
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3	3 590 636	2 922 184
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3.3	3 590 636	2 922 184
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		-	-
Titres au coût amorti	3.2	11 978	15 202
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.2	4 451 514	5 068 324
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2	44 819 473	43 897 424
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt Exigible	3.8	92 449	140 859
Actifs d'impôt différé	3.8	196 080	408 041
Comptes de régularisation et autres actifs	3.4	670 419	428 153
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 332 235	1 352 088
Immobilisations incorporelles	3.6	366 200	330 807
Écarts d'acquisition		-	-
TOTAL		59 186 654	57 913 449

(En milliers de DH)

PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		65	9
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.9	7 073	14 345
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3.9	7 073	14 345
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés		2 604 333	2 226 787
Dettes envers la clientèle		46 057 779	44 524 580
Titres de créance émis		1 328 877	1 310 048
Passifs d'impôt exigibles	3.8	81 482	13 053
Passifs d'impôt différé	3.8	14 960	205 531
Comptes de régularisation et autres passifs	3.4	1 315 201	1 433 184
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	549 718	696 803
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 274 623	1 767 792
Capitaux propres		5 952 542	5 721 318
Capital et réserves liées		3 865 255	3 865 255
Réserves consolidées		1 744 527	1 600 023
Part du groupe		1 690 045	1 549 211
Part des minoritaires		54 482	50 811
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		63 830	60 508
Part du groupe		63 830	60 508
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		278 930	195 532
Part du groupe		277 790	190 316
Part des minoritaires		1 140	5 216
TOTAL		59 186 654	57 913 449

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.2	1 106 810	1 145 200
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	2.2	155 292	221 484
Marge d'Intérêt		951 518	923 716
Commissions (Produits)	2.3	223 109	220 435
Commissions (Charges)	2.3	15 073	11 954
Marge sur Commissions		208 036	208 481
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.5	96 085	106 827
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		94 242	99 495
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		1 843	7 331
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.6	-352	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclable		-352	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités		3 081	5 221
Charges des autres activités		51 609	45 541
PRODUIT NET BANCAIRE		1 206 760	1 198 703
Charges générales d'exploitation		567 057	623 468
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		85 047	74 823
Résultat Brut d'Exploitation		554 656	500 413
Coût du risque ^(*)	2.1	-66 642	-437 882
Résultat d'Exploitation		488 014	62 531
Quote-Part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	-803	11
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant Impôt		487 210	62 542
Impôts sur les résultats	3.8	208 280	38 721
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		278 930	23 821
Intérêts minoritaires		1 140	96
résultat net Part du groupe		277 790	23 725
Résultat par action		25,53	2,18
Résultat dilué par action		25,53	2,18
Résultat de base par action des activités poursuivies		25,53	2,18
Résultat de base par action des activités abandonnées		-	-

(*) dont reprise d'une provision importante liée à un ancien litige consécutivement à une décision de la Cour d'Appel de renvoi

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2021	31/12/2020
Résultat avant impôts	487 210	339 563
Résultat net des activités abandonnées	-	-
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	85 047	149 896
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-93 260	574 236
+/- Dotations nettes aux provisions	-144 831	21 257
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-803	-61
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	25 660	-7 407
+/- Autres mouvements	55 009	-24 473
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-73 178	713 449
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 335 558	-2 335 006
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	741 093	426 395
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 394 251	1 580 809
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-365 273	140 314
+/- Flux liés aux activités destinées à être cédées	-	-
- Impôts versés	-188 841	-261 244
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-871 714	-448 731
Flux nets de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-457 682	604 281
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-99 782	-257 815
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-99 782	-257 815
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-51 055	-45 610
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-500 000	-750 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	-551 055	-795 610
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	27	-3 712
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-1 108 493	-452 856

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 164 981	3 617 836
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 559 758	2 005 314
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	605 223	1 612 522
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 056 488	3 164 981
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 105 331	2 559 758
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	951 157	605 223
Variation de la trésorerie nette	-1 108 493	-452 856

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2021	31/12/2020
Résultat net	278 930	195 532
Éléments recyclables en résultat net :	1 929	1 845
Écarts de conversion	27	-3 712
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 018	8 822
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	1 117	3 264
Éléments non recyclables en résultat net :	1 421	1 715
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	2 255	2 723
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	834	1 008
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 349	3 561
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	282 280	199 093
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	281 140	193 876
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	1 140	5 216

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2019	1 088 121	2 619 265	-	1 756 403	53 235	-	5 517 024	50 811	5 567 835
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-203 479	-	-	-203 479	-	-203 479
Autres	-	157 869	-	-	-	-	157 869	-	157 869
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	190 316	-	-	190 316	5 216	195 532
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	5 558	-	5 558	-	5 558
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	1 715	-	1 715	-	1 715
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-3 712	-	-	-3 712	-	-3 712
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-3 712	7 273	-	3 561	-	3 561
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2020	1 088 121	2 777 134	-	1 739 527	60 508	-	5 665 290	56 028	5 721 318
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-49 510	-	-	-49 510	-1 546	-51 055
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	277 790	-	-	277 790	1 140	278 930
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	1 901	-	1 901	-	1 901
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	1 421	-	1 421	-	1 421
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	27	-	-	27	-	27
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	27	3 322	-	3 349	-	3 349
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 30 JUIN 2021	1 088 121	2 777 134	-	1 967 835	63 830	-	5 896 921	55 622	5 952 542

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2020.

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Préambule

Le Groupe Crédit du Maroc est consolidé en normes IAS/ IFRS depuis 2004, en tant que filiale, dans les comptes de Crédit Agricole S.A.

En 2008 le Crédit du Maroc a procédé à une convergence des paramètres et des options de consolidation entre les comptes consolidés en normes IAS/IFRS publiés au 31 décembre 2008 en application des dispositions réglementaires de Bank Al Maghrib (BAM) et les comptes adressés au Crédit Agricole SA pour les besoins de sa consolidation.

Le Crédit du Maroc a ainsi procédé à l'alignement des paramètres et options retenus pour le traitement des comptes adressés au groupe Crédit Agricole SA avec ceux adoptés au moment de l'application du référentiel IFRS, conformément aux dispositions réglementaires de BAM.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

• **Entreprise commune** : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

• **Coentreprise** : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en

soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- **l'intégration globale**, applicable selon les conditions citées par la norme IFRS 10 ;
- **la mise en équivalence**, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- **la quote-part des actifs, passifs, charges et produits**, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2021.

Périmètre de consolidation du Groupe Crédit du Maroc au 30 juin 2021

Sociétés Consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	%		Méthode de consolidation ⁽¹⁾
			de contrôle	d'intérêts	
Crédit du Maroc	1 088 121		100,00	100,00	E.C
Crédit du Maroc Capital	10 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	124 000		66,66	66,66	I.G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Assurances	200		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Offshore		1 655	100,00	100,00	I.G
S.I.F.I.M	168 321		100,00	100,00	I.G

* E.C : Établissement consolidant - I.G : Intégration globale

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

COÛT DU RISQUE (2.1)

(En milliers de DH)

CONSOLIDÉ	30/06/2021	30/06/2020
Dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	-54 320	-156 521
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-54 623	-47 637
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 693	-14 698
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-51 594	-33 607
Engagements par signature	-6 722	668
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	303	-108 884
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	8 039	-116 722
Engagements par signature	-7 736	7 837
Dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-	-
Bucket 3 : Actifs dépréciés	140 802	-174 900
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	151 694	-171 173
Engagements par signature	-10 892	-3 726
Autres actifs	-18 572	-13 898
Risques et charges	171 018	-13 899
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	238 928	-359 218
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-312 742	-83 492
Récupérations sur prêts et créances	7 191	4 828
comptabilisés au coût amorti	7 191	4 828
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-
Autres produits	-	-
Coût du risque de crédit	-66 642	-437 882

MARGE D'INTÉRÊT (2.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	30/06/2020
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 061 880	1 082 497
Opérations avec les établissements de crédit	41 700	47 735
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	978 694	989 614
Opérations de location-financement	41 486	45 147
Titres de dettes	-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	38 908	57 340
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	38 908	57 340
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	6 022	5 364
Produits d'intérêts	1 106 810	1 145 200
Sur les passifs financiers au coût amorti	105 922	155 882
Opérations avec les établissements de crédit	7 983	14 000
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	97 939	141 882
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	49 370	65 602
Charges d'intérêts	155 292	221 484

PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (2.3)

(En milliers de DH)

	30/06/2021			30/06/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes	-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	30 077	-	30 077	31 761	-	31 761
Sur opérations sur titres	-	-	-	51	-	51
Sur opérations de change	1 866	2 153	-288	2 006	1 031	975
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	175 304	12 285	163 019	171 834	10 530	161 304
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	15 862	635	15 227	14 783	393	14 391
Produits nets des commissions	223 109	15 073	208 036	220 435	11 954	208 481

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	30/06/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-803	11
Plus values de cession	28	11
Moins value de cession	-831	-0
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	-803	11

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (2.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	30/06/2020
Dividendes reçus	-	3 850
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	12 558	30 617
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	1 843	6 596
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	81 684	65 764
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	96 085	106 827

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (2.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	30/06/2020
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-352	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
Dont dividendes sur instruments décomptabilisés au cours de la période	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-352	-

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 451 514	5 068 324
Prêts et créances sur la clientèle	44 819 473	43 897 424
Titres de dettes	11 978	15 202
Valeur au bilan	49 282 965	48 980 950

TITRES AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 978	15 202
Total	11 978	15 202
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	11 978	15 202

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 (3.2)

(En milliers de DH)

30/06/2021	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 607 727	-	-	17 091	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	3 607 727	-	-	17 091	-	-
Actifs financiers au coût amorti	44 540 920	4 581 079	4 099 994	173 337	406 013	3 359 678
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	4 460 164	-	-	8 650	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	40 068 778	4 581 079	4 099 994	164 687	406 013	3 359 678
Titres de dettes	11 978	-	-	-	-	-
Actifs financiers	48 148 647	4 581 079	4 099 994	190 428	406 013	3 359 678
Engagements Hors bilan	4 004 012	384 640	232 185	20 258	61 020	197 656

31/12/2020	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 942 968	-	-	20 784	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	2 942 968	-	-	20 784	-	-
Actifs financiers au coût amorti	43 566 823	4 972 944	4 501 355	120 915	416 260	3 522 998
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	5 077 289	-	-	8 965	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	38 474 332	4 972 944	4 501 355	111 949	416 260	3 522 998
Titres de dettes	15 202	-	-	-	-	-
Actifs financiers	46 509 791	4 972 944	4 501 355	141 699	416 260	3 522 998
Engagements Hors bilan	3 409 470	627 800	217 414	13 536	53 283	186 764

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	3 026 207	3 287 179
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	2 626 190	3 287 179
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	400 017	-
Valeurs reçues en pension	1 379 380	1 739 927
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	54 577	50 184
Valeur brute	4 460 164	5 077 289
Dépréciations	-8 650	-8 965
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	4 451 514	5 068 324
Opérations internes au Crédit du Maroc		
Comptes ordinaires	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total prêts et créances internes au Crédit du Maroc	-	-
Valeur au bilan	4 451 514	5 068 324

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	9 899 693	9 013 656
Autres concours à la clientèle	33 125 228	31 869 530
Valeurs reçues en pension	2 074 363	2 246 187
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	2 026 613	3 136 593
Valeur brute	47 125 897	46 265 966
Dépréciations	-3 746 393	-3 870 391
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	43 379 504	42 395 575
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	760 024	686 931
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	863 930	995 734
Valeur brute	1 623 954	1 682 665
Dépréciations	-183 985	-180 816
Valeur nette des opérations de location-financement	1 439 969	1 501 849
Valeur au bilan	44 819 473	43 897 424

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (3.3)

(En milliers de DH)

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 590 636	67 338	-	2 922 184	64 320	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total	3 590 636	67 338	-	2 922 184	64 320	-

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (3.3)

(En milliers de DH)

30/06/2021	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 418 633	66 653	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 172 002	685	-
Total des titres de dettes	3 590 636	67 338	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 590 636	67 338	-
Impôts	-	-24 915	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	42 423	-

31/12/2020	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 085 075	63 525	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	837 109	795	-
Total des titres de dettes	2 922 184	64 320	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 922 184	64 320	-
Impôts	-	-23 798	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	40 522	-

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Actions et autres titres à revenu variable	333 929	311 595
Titres de participation non consolidés	35 811	37 357
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	369 740	348 952

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 180 885	442 439
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	369 740	348 952
Instruments de capitaux propres	369 740	348 952
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	2 550 624	791 390
Dont Titres prêtés	-	-

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Instruments de capitaux propres		-
Actions et autres titres à revenu variable		-
Titres de dettes	2 170 855	426 820
Effets publics et valeurs assimilées	1 653 402	125 372
Obligations et autres titres à revenu fixe	517 453	301 448
OPCVM	-	-
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	10 030	15 619
Valeur au bilan	2 180 885	442 439

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles	1 332 235	1 352 088
dont : Droits d'utilisation des contrats de location	122 148	118 336

PASSIFS AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes de régularisation et autres passifs	1 315 201	1 433 184
dont : Dettes locatives	125 622	121 816

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	31/12/2020	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2021
Immobilier				
Valeur brute	148 342	17 288	-2 007	163 622
Amortissements et dépréciations	-40 406	-11 273	626	-51 053
Total Immobilier	107 935	6 015	-1 381	112 569
Mobilier				
Valeur brute	12 330	658	-	12 988
Amortissements et dépréciations	-1 929	-1 480	-	-3 409
Total Mobilier	10 401	-822	-	9 579
Total Droits d'utilisation	118 336	5 193	-1 381	122 148

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et charges assimilées	-155 292	-221 484
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-2 215	-2 242
Charges générales d'exploitation	-567 057	-623 468
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	-1 583	-640
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-85 047	-74 823
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-12 127	-12 756

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2021		31/12/2020	
	Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	719 813	2 387 641	901 498	2 470 510
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	353 613	1 055 405	570 691	1 118 422
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF (3.7)

(En milliers de DH)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde de clôture au 31.12.2020	281 759	95 745	253 583	-	65 716	696 803
Dotations	8 502	6 366	25 350	-	6 375	46 594
Montants utilisés	3 448	-	-	-	8 947	12 395
Montants non utilisés repris au cours de la période	176 238	297	-	-	2 494	179 029
Autres mouvements	-	-2 255	-	-	-	-2 255
Solde de clôture au 30.06.2021	110 575	99 559	278 933	-	60 651	549 718

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Impôts courants et impôts différés		
Impôts courants	92 449	140 859
Impôts différés	196 080	408 041
Actifs d'impôts courants et différés	288 529	548 900
Impôts courants	81 482	13 053
Impôts différés	14 960	205 531
Passifs d'impôts courants et différés	96 442	218 583
Charge d'impôts courants	188 841	261 244
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	19 439	-117 213
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	208 280	144 032
Le taux effectif d'impôt		
Résultat net	278 930	195 532
Charges d'impôt sur les bénéfices	208 280	144 032
Taux d'impôt effectif moyen en %	42,75%	42,42%
Analyse du taux effectif d'impôt		
Taux d'impôt en vigueur en %	37%	37%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Différences permanentes	-	-
Changement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	5,75%	5,42%
Taux d'impôt effectif moyen	42,75%	42,42%

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 073	14 345
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	7 073	14 345

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	7 073	14 345
Valeur au bilan	7 073	14 345

TRANSFERT PAR BUCKETS DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES CLIENTÈLE (3.2)

[En milliers de DH]

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de Valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a)-(b)
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2020	38 474 332	-111 949	4 972 944	-416 260	4 501 355	-3 522 998	47 948 631	-4 051 207	43 897 424
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	62 580	-52 193	-211 256	-42 984	148 676	-274 135	-	-369 312	-
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-590 623	4 098	590 623	-53 095	-	-	-	-48 998	-
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	662 344	-55 882	-662 344	-14 536	-	-	-	-70 418	-
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-62 458	356	-230 112	40 967	292 570	-351 196	-	-309 873	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	53 317	-764	90 577	-16 320	-143 894	77 061	-	59 977	-
Total après transfert	38 536 912	-164 142	4 761 688	-459 243	4 650 031	-3 797 133	47 948 631	-4 420 518	43 528 113
Variation des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 531 867	-545	-180 609	53 230	-550 037	437 455	801 220	490 140	-
Nouvelles production : achat, octroi, organisation...	11 797 975	-50 468	901 354	-73 143	-	-	12 699 329	-123 610	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-8 779 561	16 543	-1 497 046	76 177	-351 196	206 277	-10 627 803	298 997	-
Passage à perte	-	-	-	-	-189 002	189 002	-189 002	189 002	-
Modification de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-1 486 548	33 379	415 083	50 196	-9 839	42 177	-1 081 304	125 752	-
Total	40 068 778	-164 687	4 581 079	-406 013	4 099 994	-3 359 678	48 749 851	-3 930 378	44 819 473
Variations de la Valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 JUIN 2021	40 068 778	-164 687	4 581 079	-406 013	4 099 994	-3 359 678	48 749 851	-3 930 378	44 819 473
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Crédit Agricole S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET BANQUE OFFSHORE :

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Offshore.

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES :

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring.

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe.

[En milliers de DH]

Compte de Résultat juin 2021	Banque Maroc et Banque Offshore	Sociétés de financement spécialisées	Éliminations	Total
Marge d'intérêts	924 615	26 903	-	951 518
Marge sur commissions	208 454	-60	-359	208 036
Produit net bancaire	1 252 928	28 830	-74 999	1 206 760
Charges de fonctionnement	-558 172	-14 109	5 224	-567 057
Résultat d'exploitation	551 687	6 101	-69 774	488 014
Résultat net	345 285	3 419	-69 774	278 930
Résultat net part groupe	345 285	2 280	-69 774	277 790

Bilan juin 2021	Banque Maroc et Banque Offshore	Sociétés de financement spécialisées	Éliminations	Total
Total Bilan	59 300 021	1 616 317	-1 729 685	59 186 654
dont	-	-	-	-
Éléments de l'Actif	56 873 390	1 573 833	-1 702 741	56 744 482
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 833 541	-	-282 917	2 550 624
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 590 636	-	-	3 590 636
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 742 733	56	-1 291 275	4 451 514
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	43 248 460	1 571 014	-	44 819 473
Immobilisations corporelles	1 458 021	2 763	-128 549	1 332 235
Éléments du Passif	48 583 697	1 369 691	-1 291 275	48 662 113
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	2 583 430	1 296 770	-1 275 867	2 604 333
Dettes envers la clientèle	46 000 266	72 921	-15 408	46 057 779
Capitaux propres	6 196 088	170 702	-414 248	5 952 542

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2021

[En milliers de DH]

	Montants notionnels
Engagements de prêt	5 492 276
Donnés :	5 492 276
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	200 217
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	5 244 110
Clientèle de détail	47 948
Reçus :	-
Garanties financières	7 752 305
Données :	5 334 372
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	2 733 261
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2 593 084
Clientèle de détail	8 027
Reçues :	2 417 933
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	2 417 933
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	-
Clientèle de détail	-
Dérivés de crédit reçus	-
Autres engagements	-
Donnés	-
Reçus	-
Engagements et garanties financières en défaut	-
- Engagements de prêt donnés :	-
- Garanties financières données :	-
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	-

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire.

Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa

juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué.

Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

Durée résiduelle	Pour le Bailleur			
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤ 1 an	634 434	549 173	85 261	507 548
> 1 an ≤ 5 ans	1 018 083	910 231	107 852	814 466
> 5 ans	144 971	128 054	16 917	115 977
TOTAL	1 797 488	1 587 458	210 030	1 437 991

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	771 179	16 008	-	28 224	-	815 410
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Total des actifs	771 179	16 008	-	28 224	-	815 410
Passifs : dépôts et emprunts	891 710	1 275 867	-	-	-	2 167 577
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	136 116	-	-	-	-	136 116
Paiements fondés sur des actions	-	2 539	-	-	-	2 539
Autres passifs	33 119	66 279	-	-	-	99 398
Total des passifs	1 060 945	1 344 685	-	-	-	2 405 630
Garanties émises par le groupe	-	778 769	-	2 882 444	-	3 661 213
Garanties reçues par le groupe	875 111	-	-	-	-	875 111
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-

Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	6 883	26 987	-	-	-	33 869
Charges d'intérêts	510	21 808	-	-	-	22 317
Honoraires et commissions	-	63	-	-	-	63
Autres charges	6 373	5 116	-	-	-	11 489
Total des produits dont :	-	70 323	-	-	-	70 323
Produits d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Honoraires et commissions	-	-	-	-	-	-
Autres produits	-	548	-	-	-	548
Produits de dividendes	-	69 775	-	-	-	69 775

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2021

Au 30 JUIN 2021, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
Wafa Assurance	1 163 254	10,69	10,69
AUTRES	1 154 496	10,61	10,61
B - ACTIONNAIRES ÉTRANGERS			
CRÉDIT AGRICOLE S.A.	8 563 464	78,70	78,70
Total	10 881 214	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées. À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêté.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans.
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2021, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende brut par action de 4,55 DH.

	2020	2019	2018
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	4,55	18,70	8,00
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	17,49	46,76	54,15

- Le montant de l'engagement dépend :

- de l'évolution du salaire,
- du nombre d'années d'ancienneté,
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
- de l'évolution du salaire,
- du nombre d'années d'ancienneté (barème),
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service
- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.

- Le montant de l'engagement dépend :

- de l'évolution du salaire,
- de l'âge au moment du départ (barème),
- de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Provisions pour prime de fin carrière	45 217	41 507
Provisions pour indemnité de départ volontaire	10 729	10 768
Provisions pour prime de fidélité	43 460	43 317
Total	99 406	95 592

	30/06/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	2,03%	2,10%

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

LA GOUVERNANCE

Depuis le 24 septembre 1999, le Crédit du Maroc a opté pour une structure de gouvernance duale reposant sur un Directoire et un Conseil de Surveillance, dissociant ainsi les pouvoirs de gestion et de contrôle. Le Directoire dirige et gère la Banque sous le contrôle du Conseil de Surveillance dans les limites du cadre fixé par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée (la « Loi 17-95 »), la loi 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilées (la « Loi Bancaire ») et les statuts de la Banque. Cette organisation répond au souhait d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions de direction et de contrôle.

1. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire et s'appuie sur des Comités spécialisés détaillés ci-après.

Le Conseil de Surveillance s'exprime collégalement à l'extérieur de la Banque par des communiqués de presse destinés à l'information du marché.

1.1 Dispositions générales

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés du Conseil de Surveillance. Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance a fait l'objet d'une mise à jour en 2018.

1.2 Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de dix membres. (cf. tableau ci-contre).

1.3 Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés.

a) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application des dispositions légales et statutaires

Le Conseil de Surveillance nomme les membres du Directoire dont il fixe les principes et les critères de rémunération, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant leur rémunération totale. Il peut les révoquer à tout moment.

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire, dans les conditions prévues par la Loi 17-95. A ce titre, une fois par trimestre au moins, le Directoire lui présente un rapport sur la marche des affaires sociales et après la clôture de chaque exercice et dans le délai de trois mois, le Directoire présente au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les documents prévus par la Loi 17-95.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut

Prénom et nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours	Membre d'un Comité
Ismail Fassi-Fihri	Président du Conseil	11/1999	03/2019	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	
François-Edouard Drion ⁽²⁾	Vice-Président du Conseil	10/2017	03/2019	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	C
Naziha Belkeziz ⁽¹⁾	Membre du Conseil	11/2015	03/2019	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	R
Nada Biaz ⁽¹⁾	Membre du Conseil	03/2019		AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	C
Hervé Varillon	Membre du Conseil	Coopté le 30/04/2020		AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	R
Marc Didier	Membre du Conseil	03/2019		AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	C
Habiba Laklalech ⁽¹⁾	Membre du Conseil	03/2019		AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	A
Olivier Nicolas	Membre du Conseil	02/2019	03/2019	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	A
Gérard Ouvrier-Buffer ⁽³⁾	Membre du Conseil	09/2011	03/2019	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	A et R
Crédit Agricole S.A. représenté par Madame Meriem Ech-Cherfi	Membre du Conseil	12/2005	03/2019	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	R

(A) Comité d'Audit.

(R) Comité des Risques.

(C) Comité de Nomination et de Rémunération.

(1) Membre indépendant.

(2) Président du Comité de Nomination et de Rémunération.

(3) Président du Comité des Risques. Président du Comité d'Audit.

se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

b) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance décrit, d'une part, les modalités d'organisation, le mode de fonctionnement, les pouvoirs et les attributions du Conseil de Surveillance et, d'autre part les règles de déontologie qui s'imposent à ses membres. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

Ainsi, le Conseil de Surveillance :

- définit les orientations stratégiques de la Banque et de ses filiales ainsi que le degré d'aversion aux risques ; il veille à leur mise en œuvre par le Directoire. A cet effet, le Conseil de Surveillance approuve la stratégie de la Banque et de ses filiales, les politiques à moyen et long terme, la politique globale de gestion des risques et le budget annuel ;
- veille à la mise en place d'un dispositif de pilotage, intégré et harmonisé au sein du groupe Crédit du Maroc, assurant une surveillance des activités et des risques des filiales ;
- donne son accord préalable à toute opération stratégique significative se situant hors des orientations approuvées et à toute opération relative à la prise ou la cession de participations dans toutes sociétés créées ou à créer

- ou l'acquisition ou la cession de tout bien immobilier, dépassant un plafond qu'il fixe au Directoire ;
- nomme le Président du Conseil de Surveillance et, le cas échéant, le Vice-Président du Conseil de Surveillance ainsi que les membres du Directoire et fixe leur rémunération. Conformément aux dispositions statutaires de la Banque, il peut également les révoquer. Il désigne le Président du Directoire et éventuellement le ou les Directeur(s) général(s) ;
- veille à la mise en place d'une procédure formalisée précisant les critères d'indépendance d'un membre du Conseil de Surveillance et à sa mise à jour régulière ;
- procède à l'examen du dispositif de gouvernance, lequel comprend notamment une organisation claire assurant un partage des responsabilités bien défini, transparent et cohérent, des procédures efficaces de détection, de gestion, de suivi et de déclaration des risques auxquels la Banque est ou pourrait être exposée ; il évalue périodiquement l'efficacité du dispositif de gouvernance et s'assure que des mesures correctives pour remédier aux éventuelles défaillances ont été prises et mises en œuvre de manière effective ;
- exerce une surveillance efficace de la gestion par le Directoire des activités de la Banque en s'appuyant sur les travaux des fonctions d'audit interne, de conformité, de contrôle permanent et de gestion et contrôle des risques ;
- s'assure du respect des obligations qui lui incombent en matière de contrôle interne et notamment procède, au moins une fois par an, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne ;
- vérifie et contrôle les comptes sociaux et consolidés trimestriels, semestriels et annuels arrêtés par le Directoire ;
- présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle un rapport contenant ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice ;
- approuve et examine régulièrement les stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels la Banque est ou pourrait être exposée, y compris les risques engendrés par l'environnement économique. En particulier, le Conseil de Surveillance approuve les limites globales de risque et met en place un processus spécifique organisant son information et, le cas échéant, sa saisine en cas de dépassement ;
- est informé régulièrement des dispositifs de maîtrise des risques visant au respect des dispositions légales et réglementaires en ce compris les risques de non-conformité, des règles déontologiques ainsi que des pratiques de sécurité ;
- approuve le plan de continuité de l'activité établi par le Directoire ainsi que les éléments nécessaires audit plan communiqués aux entités opérationnelles et administratives et à la fonction de gestion et contrôle des risques ;
- prend connaissance des travaux réalisés par le Responsable de l'Audit Interne de la Banque ;
- veille à la mise en place d'un système efficace de communication au sein de la Banque sur la stratégie en matière de risques et de niveau d'exposition ;
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes ;
- s'assure que la Banque entretient des relations régulières avec les autorités de supervision ;
- répartit les jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale ;
- veille à l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance d'une politique de rémunération visant à prévenir les conflits d'intérêts et à promouvoir une gestion efficace des risques, notamment pour les membres du Conseil de Surveillance, les principaux dirigeants et les catégories de personnel dont les activités ont une incidence sur le profil de risque de la Banque ;
- revoit irrégulièrement les résultats du système de rémunération appliqué.

1.4 Les Comités du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a créé, en son sein, trois Comités spécialisés dont il a fixé la composition et les attributions : le Comité d'Audit, le Comité des Risques et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Dans le cadre de l'activité de la fenêtre participative, le Conseil de Surveillance, conformément à la Loi Bancaire 103-12, a constitué, au sein du Comité des Risques, un sous-Comité chargé du suivi du processus d'identification et de gestion des risques et au sein du Comité d'Audit, un sous-Comité chargé de la surveillance et de l'évaluation de la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne.

Le Conseil de Surveillance peut décider la création de comités permanents et/ou temporaires chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président voudrait soumettre, pour avis, à leur examen destinés à faciliter le bon fonctionnement du Conseil de Surveillance et à concourir efficacement à la préparation de ses décisions. Il n'existe, à la date du présent Rapport du Conseil, aucun comité de ce type autre que ceux sus-cités.

1.4.1 Comité des risques

Composition

Le Comité des Risques est composé de trois membres au moins, dont un répondant aux critères d'indépendance, tous nommés par le Conseil de Surveillance parmi les membres du Conseil de Surveillance de la Banque, sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération.

Fonctionnement

Le Comité des Risques se réunit, sur convocation de son Président, au moins une fois par trimestre et avant chaque présentation en Conseil de Surveillance.

1.4.2 Comité d'Audit

Composition

Le Comité d'Audit est composé de trois membres au moins, dont un répondant aux critères d'indépendance, tous nommés par le Conseil de Surveillance parmi les membres du Conseil de Surveillance de la Banque, sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération.

Fonctionnement du Comité d'Audit

Le Comité d'Audit se réunit, sur convocation de son Président, au moins une fois par trimestre, à l'occasion de chaque arrêté des comptes trimestriel, et avant chaque présentation en Conseil de Surveillance.

1.4.3 Comité de Nomination et de Rémunération

Composition

Le Comité de Nomination et de Rémunération est composé de trois membres au moins, dont au moins le tiers répondant aux critères d'indépendance, tous nommés par le Conseil de Surveillance parmi les membres du Conseil de Surveillance de la Banque, sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération.

Fonctionnement du Comité de Nomination et de Rémunération

Le Comité de Nomination et de Rémunération se réunit sur convocation de son Président. Le Comité de Nomination et de Rémunération se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et au moins une fois par an.

2. LE DIRECTOIRE

2.1 Dispositions générales

Le Conseil de Surveillance désigne le Président du Directoire, ainsi que sur proposition de ce dernier, les autres membres du Directoire pour une durée de quatre années. Les nominations sont soumises, en application de la Loi Bancaire, à Bank Al-Maghrib pour approbation.

Le Directoire présente, une fois par trimestre au moins, au Conseil de Surveillance, un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Banque.

Enfin, conformément aux dispositions de la Loi 17-95, le Directoire arrête, chaque année, les comptes de la Banque et établit un rapport de gestion qui est soumis au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée générale.

2.2 Composition du Directoire

Le Directoire est composé, depuis le 27 mars 2020, des trois membres suivants :

Prénom et nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours
Bernard MUSELET	Président du Directoire	Conseil de Surveillance du 26/07/2019	Conseil de Surveillance du 27/03/2020	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Karim DIOURI	Membre du Directoire en charge du Pôle Développement	Conseil de Surveillance du 27/03/2020	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Stéphane CLÉRISSE	Membre du Directoire en charge du Pôle Fonctionnement	Conseil de Surveillance du 26/07/2019	Conseil de Surveillance du 27/03/2020	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

2.3 Fonctionnement du Directoire

Le fonctionnement du Directoire est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur.

a) Rôle et pouvoirs du Directoire en application des dispositions légales et statutaires

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la Banque, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la Loi 17-95 et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires.

b) Rôle et pouvoirs du Directoire en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Directoire décrit les modalités d'organisation et le mode de fonctionnement. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlement en vigueur, lesquelles prévalent.

2.4 Comité de Direction générale, Comités spécifiques et cercles managériaux

2.4.1 Comité de Direction générale

Le Directoire a mis en place le Comité de Direction générale composé, à la date du présent rapport, de treize membres en ce compris les membres du Directoire. Le Comité de Direction générale se réunit de manière hebdomadaire.

Les treize membres du Comité de Direction générale sont :

Prénom et nom	Fonction	Date de nomination
Bernard MUSELET	Président du Directoire	2019
Karim DIOURI	Membre du Directoire en charge du Pôle Développement	2020
	Directeur général adjoint Finances Groupe	2017 à mars 2020
Stéphane CLÉRISSE	Directeur général adjoint Marketing, Marchés et Digital	2015 à juillet 2017
	Membre du Directoire en charge du Pôle Fonctionnement	2019
Abderrahmane BENHAYOUN	Directeur général adjoint Marchés & Expérience Client	2020
Wafae BENNANI	Directeur général adjoint en charge de l'immobilier	2020
	Directeur général adjoint Technologies et Services Clients	2011 à 2020
Ali CHORFI	Directeur général adjoint Corporate	2020
Yann CRISPIN	Directeur général adjoint Transformation	2020
Siham NOUR	Directeur général adjoint Services Clients & Assurances	2020
Moncef EL HARIM	Directeur général adjoint Ressources Humaines	2020
	Directeur général adjoint Ressources Humaines et Immobilier Groupe	2014 à 2020
Didier FALCONET	Directeur général adjoint Crédits et Recouvrement	2018
Régis LEFÈVRE	Directeur général adjoint Finances Groupe	2020
Romuald LE MASSON	Directeur général adjoint en charge du Réseau	2021
Siham NOUR	Directeur général adjoint Services Clients & Assurances	2020
Si Mohamed SRAIDI	Directeur général adjoint Risques et Contrôles Permanents Groupe	2021
	Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe	2019

2.4.2 Comités spécifiques

Dans un souci d'efficacité et d'amélioration de la performance opérationnelle, les missions et la composition des 29 Comités hors Comité de direction générale a été revue. Le 6 janvier 2020, le Comité de direction générale, sur délégation du Directoire, a procédé à une simplification de la comitologie de Crédit du Maroc et a validé les nouveaux Comités de la Banque. Dans ce contexte, certains Comités ont été fusionnés avec d'autres Comités ramenant le nombre de Comités internes à 21 puis à 22 suite à la note d'organisation du 11 novembre 2020 portant scission du Comité Anticipation et Suivi des risques (ASR) Grande Entreprise et Déclassement.

Les Comités internes sont désormais classés en trois catégories :

- (i) les Comités dont la constitution est régie par un texte réglementaire ou découle d'une exigence du groupe Crédit Agricole S.A. : les « **Comités Réglementaires** » ;
- (ii) les Comités ne découlant pas d'un texte réglementaire ou d'une exigence du groupe : les « **Comités Métiers** » ;
- (iii) les **Comités Arreda**.

1. Comités Réglementaires

1.1. Comité Satisfaction Clients

Le Comité Satisfaction Clients a pour mission de partager les remontées des dysfonctionnements, proposer, pour décision, les solutions à mettre en place et suivre leur bonne prise en charge.

Il a également pour mission d'analyser la performance tournée « client » des principaux processus clés et proposer des actions d'amélioration avec des priorisations.

1.2. Comité Crédits

Le Comité des crédits présente, pour décision, les dossiers crédits non délégués pour les clientèles de la Banque et décide des propositions de financement entrant dans le champ de la délégation du Comité des crédits.

1.3. Comité de Déclassement

Le Comité de déclassement a pour mission de valider les propositions de déclassement, décider du passage au contentieux des dossiers de crédits en anomalie et valider les statuts de souffrance et les provisions à constituer.

1.4. Comité Anticipation et Suivi des risques (ASR) Grande Entreprise

Le Comité d'anticipation et de suivi des risques grande entreprise a pour mission l'anticipation et le suivi des engagements sensibles ou sous surveillance de la Banque et décider des actions à mener pour un retour à la normale de la relation, un remboursement des créances ou un transfert au contentieux.

1.5. Comité Pilotage des risques

Le Comité pilotage des risques a pour mission le suivi de la mise en œuvre des recommandations du domaine risques, la revue des projets risques et le suivi de leur avancement, le suivi des évolutions réglementaires risques et le suivi des résultats des contrôles et des analyses en matière de surveillance des risques.

1.6. Comité Recouvrement

Le Comité recouvrement a pour mission de procéder au suivi global du portefeuille dans le temps et de décider d'orientations en matière de recouvrement pré-contentieux et/ou restructuration et/ou contentieux.

1.7. Comité Juridique

Le Comité juridique passe en revue les dossiers sélectionnés en fonction des critères de montants et/ou de dossiers à risques et prend des décisions concernant le provisionnement desdits dossiers.

Il a également pour mission le suivi de l'état d'avancement du renforcement des dispositifs de prévention des fraudes et de lutte contre la corruption et traite les affaires de fraude externe.

1.8. Comité Contrôle Interne

Le Comité de contrôle interne assure le suivi des dispositifs de contrôle interne et la coordination des fonctions de contrôle (risques, contrôle permanent, conformité, contrôle périodique).

1.9. Comité Management de la Conformité

Le Comité de management de la conformité a pour mission le suivi de la mise en œuvre du programme de mise en conformité, l'état d'avancement des dispositifs de la Sécurité Financière LAB/FT et les sanctions internationales, la protection de la clientèle, la conformité financière, ainsi que la prévention de la fraude et la lutte contre la corruption. Il valide également les cartographies des risques et les plans de contrôles et assure le suivi des évolutions réglementaires et la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires.

1.10. Comité ALM

Le Comité ALM organise et supervise la fonction actif-passif de la Banque et a pour mission la gestion et la supervision du risque de taux d'intérêt global et du risque de liquidité, la gestion du risque de change structurel et opérationnel et les orientations de la politique globale de gestion financière : orientations commerciales, la croissance du bilan, etc.

1.11. Comité Sécurité de l'information

Le Comité sécurité de l'information présente les résultats et le suivi des plans d'actions relatifs aux audits réglementaires, il a pour mission la validation des politiques et de la stratégie sécurité du système d'information de la Banque ainsi que les changements éventuels de l'organisation mise en place dans le domaine de la sécurité de l'information. Il a pour mission également le pilotage des plans d'actions de la banque dans le domaine de la sécurité de l'information.

1.12. Comité RH Restreint

Le Comité RH restreint a pour mission le traitement des affaires de fraude interne ou mixte impliquant un collaborateur de la Banque et le traitement des manquements caractérisés au règlement intérieur de la Banque et aux règles éthiques édictées dans la charte et le code éthiques de la Banque.

2. Comités Métiers

2.1. Comité Développement

Le Comité développement est un comité de priorisation et de présentation des projets en lien avec les orientations stratégiques, de la mise en marché des initiatives et de la tarification des produits et services.

2.2. Comité Stratégie Corporate

Le Comité Stratégie Corporate a pour mission d'élaborer la stratégie Corporate de la Banque en matière de conquête et de développement et de décliner la stratégie en plans d'actions qui feront l'objet d'un suivi à chaque Comité.

Il a également pour mission d'engager une démarche prospective d'optimisation des activités à déployer avec les grandes entreprises du territoire.

2.3. Comité flux

Le Comité des flux recense, analyse et mesure les flux des différents canaux de captation, établit des diagnostics et fait des propositions pour optimiser l'utilisation de ces canaux.

2.4. Comité Systèmes d'information

Le Comité Systèmes d'information a pour mission de présenter les principales réalisations de la période écoulée, l'avancement des portefeuilles projets et le suivi de la production informatique et de passer en revue les projets stratégiques et les arbitrages éventuels pour les travaux des périodes à venir.

2.5. Comité Immobilier

Le Comité immobilier prend toutes les décisions relatives aux projets immobiliers de la Banque.

Il a également pour mission le traitement des sujets relatifs à l'organisation, la gouvernance, les politiques de sécurité de l'information et les plans d'actions de la Banque dans le domaine de la sécurité des personnes et des biens.

2.6. Comité RSE

Le Comité RSE a pour mission la validation du portefeuille des actions éligibles à RSE et FRd et le suivi des évaluations des différents plans d'actions inscrits dans la démarche RSE et FRd et des actions menées par la Fondation Crédit du Maroc.

2.7. Comité Gouvernance de la donnée

Le Comité Gouvernance de la donnée a pour mission de porter la stratégie Data dans la Banque, valider la stratégie, le budget, les politiques et procédures de la gouvernance Data.

2.8. Comité Ressources humaines

Le Comité ressources humaines examine les mouvements et nominations des cadres supérieurs, les politiques des Ressources Humaines de la Banque et identifie les collaborateurs à fort potentiel (plan d'accompagnement, formation, mobilité).

3. Comités Arreda

3.1. Le Comité des financements participatifs

Le Comité des financements participatifs présente, pour décision, les dossiers de financements participatifs pour la clientèle de la fenêtre participative de la Banque.

3.2. Le Comité de gestion des dépôts d'investissement

Le Comité de gestion des dépôts d'investissement décide des (i) taux de partage des profits à appliquer aux différentes catégories de dépôts d'investissement sur la base des simulations opérées par le système informatique pour les périodes futures et (ii) fourchettes de provisions (PER et IRR) à constituer ou des reprises à effectuer par la Banque dans le cadre de la gestion des dépôts d'investissement pour les périodes futures.

2.4.3 Cercles managériaux

Dans le cadre de l'amélioration du rôle et l'implication plus forte du management dans l'accroissement quotidien des performances de Crédit du Maroc, le Directoire a instauré, en 2016, les cercles managériaux suivants : le Carrefour Coordination Mensuel, le Cercle 1 et le Cercle 2.

Ces cercles managériaux ont pour but commun :

- de décliner la stratégie par les différents niveaux de la ligne managériale ;
- de créer un esprit de corps entre managers ;
- de s'informer de la stratégie, sa déclinaison, l'avancement du projet CAP 2020 et des grands projets ainsi que des résultats commerciaux et financiers de la Banque ;

- de développer les compétences professionnelles et le savoir-faire par l'échange d'expériences ;
- de relayer les différentes décisions du Directoire, du Comité de Direction générale et/ou les sujets d'actualité ;
- d'améliorer la communication et les relations entre les services et hiérarchies ;
- de faire remonter toutes informations susceptibles d'avoir un impact sur le fonctionnement de la Banque ;
- de s'assurer que les décisions actées sont valablement appliquées et exécutées ;
- d'accroître l'adhésion des collaborateurs de la Banque et leur degré d'engagement.

1.2-Organisation de la gestion des risques

1.2.1 Le Contrôle Permanent des Risques Groupe

Le Crédit du Maroc, en s'appuyant sur l'expérience de son Groupe d'appartenance, a adopté une gestion centrale de ses risques. Elle est placée sous l'autorité de la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe (DRCPG), dont la mission générale est de « donner au Management de la banque l'assurance que toutes ses activités sont exercées dans des conditions de sécurité acceptable ».

Totalement indépendante des métiers, elle rapporte directement au Président du Directoire et au Conseil de surveillance, via le Comité des Risques.

La DRCPG définit les contrôles liés aux procédures de second niveau, organise les contrôles hiérarchiques ou fonctionnels et les consolide pour obtenir une vision globalisée de la qualité d'exécution de toutes les activités de la banque.

Les risques couverts sont regroupés dans les familles suivantes :

- **Risque de contrepartie** : il correspond au risque de défaillance totale ou partielle de la contrepartie avec laquelle des engagements de bilan ou hors bilan ont été contractés,
- **Risques financiers** :
 1. **Risque de marché** : les risques de marché ou risques de variation de prix, représentant les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveau de taux.
 2. **Risque de liquidité ou de taux** : risque lié à la liquidité de la banque et à l'évolution des taux,
 3. **Risque de contrepartie sur opérations de marché** : risque de crédit lié aux opérations de marché.
- **Risque opérationnel** : Risque lié à l'exécution des opérations. Il comprend les risques informatiques, juridiques, fiscaux, réglementaires et commerciaux.

Le Contrôle Permanent qui couvre l'ensemble des risques définis par les accords de Bâle 2, est organisé autour de la Direction des Contrôles Permanents (DCP).

1.2.2. L'Audit et l'Inspection

La Direction de l'Audit et de l'Inspection assure la fonction d'audit interne en réalisant des missions de contrôle périodique sur pièce et sur place dans les différentes unités et directions constituant la Banque. Elle est chargée d'évaluer la maîtrise globale des différents risques et de faire des propositions d'actions correctives. Elle exerce ses travaux en toute indépendance et rapporte à ce titre directement au Comité d'Audit.

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

2.1 RISQUE DE CRÉDIT

Politique générale

La politique de crédit de Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur et par le groupe d'appartenance Crédit Agricole SA.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles

en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc.

Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Etude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribué aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdéléguées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées de Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes réglementaires.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards. Les structures centrales de recouvrement prennent en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que le débit dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assurée par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au Recouvrement et Restructuration de créances.

Si le dossier passe en "Compromis" il est pris en charge par la Direction du Recouvrement qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique en relation avec le groupe d'appartenance et qui font l'objet de notation par la maison mère Crédit Agricole SA.

Le système de notation de Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2. Il est uniforme sur l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système repose sur une **appréciation quantitative et qualitative**. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Le système de notation de Crédit du Maroc est backtesté annuellement.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate :

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard&Poor et Moody's.

Délégation :

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles : Les contreparties présentant des signes de fragilités sont suivies dans le cadre du comité mensuel d'anticipation et de suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 RISQUE DE MARCHÉ

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

Le Front Office :

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en termes de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction de l'Internationale et des Activités de Marché du pôle Développement.

Le Middle Office :

Le Middle Office assure les contrôles et le respect des limites fixées par les Risques.

Le Back-Office :

Le Back Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité. Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

Le PCRMF (Pôle Contrôle des Risques de Marché et Financier) :

En matière de suivi et de contrôle des activités de Marché, le PCRMF, a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée ;
- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...);
- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;
- la production et l'analyse des stress scenarii ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;

- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le middle office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et/ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises ;

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle Contrôle des Risques de Marché et Financier a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle :

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert...).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison ;
- des risques de variation.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir : livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le **risque de livraison** ou non concomitance des flux échangés.

Ce risque affecte le change (comptant et terme). Les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur tires (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delivery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le **risque de variation**.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordés par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil de Consolidation du Groupe (Global View Risk) alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, les stress globaux selon les méthodologies du Groupe sur ces activités sont calculés hebdomadairement via l'outil Groupe.

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans l'outil Groupe (CADRE) et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Mise en conformité par rapport à LBF / Volcker :

Dans le cadre de la mise en conformité avec les exigences de LBF/Volcker (Loi Bancaire Française / Volcker rules), une réorganisation des portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) a été mise en place en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 RISQUES OPÉRATIONNELS

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- la maîtrise du coût des risques opérationnels ;
- la prévention des grands risques ;
- l'optimisation de la couverture des risques ;
- l'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La Composante organisationnelle :

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faitière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit et le Comité des Risques, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative :

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative :

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres :

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 GESTION ACTIF - PASSIF

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance :

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la fonction ALM qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

L'approche en taux a pour objectif de mesurer in fine, l'exposition des résultats de la banque aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Elle s'intéresse donc exclusivement aux encours dont les taux resteront fixes sur une période donnée ; les encours corrélés aux taux du marché n'étant pas exposés à ce type de risque.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées. Elles sont basées sur le calcul de gaps de taux, définis comme étant la différence entre les ressources et les emplois par maturité exposés au risque de taux.

Le risque de liquidité

Il représente pour la banque l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances. Le risque de liquidité se traduit donc à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements.

Il apparaît lorsque des besoins inattendus sont subis par la banque et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

Funding risk : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).

Time risk : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).

Call risk : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Tous les produits de bilan sont traités en fonction de leur échéance finale, sans tenir compte de la nature du taux.

Afin de mieux appréhender la gestion de la liquidité courante de Crédit du Maroc, un comité mensuel de coordination de trésorerie a été mis en place. Par ailleurs, le comité ALM a

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

défini des limites visant à encadrer le déficit de la trésorerie résiduelle. Un programme d'émission de certificats de dépôt a également été lancé depuis 2007 afin de mieux accompagner le plan de développement de la banque.

Conventions d'écoulement :

Les conventions ALM sont destinées à prendre en compte des phénomènes économiques ou comportementaux hautement probables permettant d'affiner l'analyse du risque. Un dossier exhaustif de documentation des conventions a été élaboré et puis validé par le comité ALM.

Le Crédit du Maroc procède à des mises à jour régulières des conventions. Celles-ci sont nécessaires dans la mesure où elles garantissent une meilleure adéquation de l'analyse avec l'évolution du marché et des comportements de la clientèle. Ces mises à jour visent également à se conformer davantage à la réglementation en vigueur, notamment en matière de taux d'intérêt (Modalités d'indexation des taux révisables et des taux réglementés).

Système de mesure :

Le pilotage des risques financiers est géré par ATLAS, outil développé en collaboration avec le Groupe Crédit Agricole S.A. Il est opérationnel depuis 2008.

APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE BÂLE

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché. Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

La banque a engagé un large chantier pour lui permettre de produire dans les délais impartis par le Régulateur, le ratio de solvabilité aux nouvelles normes. Pour cela, elle a acquis, un calculateur « Fermat » qui assure la production depuis fin 2007, et qui a été remplacé par l'outil « Risk Authority » de Moody's à partir de décembre 2017.

Parallèlement la banque a engagé les chantiers relatifs au pilier 2, pour l'application des textes réglementaires de la Banque Centrale.

PERSPECTIVES

Le Crédit du Maroc, en étroite relation avec le Groupe CA.SA, compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc.) ;
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc.
- Renforcer la capacité d'anticipation des risques.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation seront engagés selon un planning établi par une équipe projet et validé par le Comité de pilotage des risques, présidé par le Président du Directoire.

GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES DU GROUPE

Le troisième pilier de l'accord de Bâle vise à promouvoir la discipline du marché à travers la publication d'un ensemble de données venant compléter la communication financière. L'objectif de cette communication est de permettre aux acteurs du marché d'apprécier les éléments d'information essentiels sur les fonds propres, les expositions aux différents types de risques, le pilotage interne des fonds propres et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres du groupe Crédit du Maroc à son profil de risque.

5.1. COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Le groupe est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (incluant un coussin de conservation de 2,5%), un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% et un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0%.

Les fonds propres prudentiels du groupe Crédit du Maroc sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 1 sont déterminés à partir des fonds propres de base et des fonds propres additionnels en tenant compte des retraitements prudentiels. Ces retraitements consistent principalement en l'anticipation des dividendes à distribuer, de la déduction des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que des participations ne figurant pas dans le périmètre de consolidation et détenues dans le capital des établissements de crédit et assimilés au Maroc et à l'étranger et des entités exerçant les opérations connexes à l'activité bancaire au Maroc et à l'étranger ainsi que des filtres prudentiels.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement de dettes subordonnées dont l'échéance initiale est d'au moins 5 ans. Une décote de 20% annuellement est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

5.2- RATIO DE SOLVABILITÉ

Au 30 juin 2021, les ratios du Groupe se présentant comme suit :

Évolution Ratio de solvabilité

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Fonds propres de catégorie 1	5 490 273	5 201 810
Total fonds propres	6 723 506	6 534 187
Risques pondérés	43 688 574	43 680 189
Ratio sur fonds propres de base (T1)	12,57%	11,91%
Ratio de solvabilité	15,39%	14,96%

Détail et variation des RWA

(en milliers de dirhams)

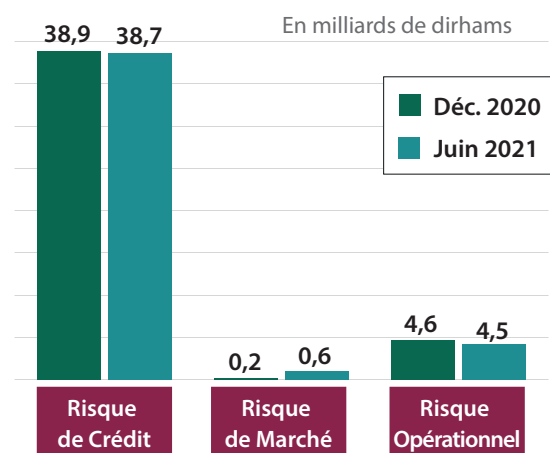
	déc-20		juin-21		Variation	
	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres
Risque de crédit	38 873 971	3 109 918	38 673 715	3 093 897	-200 259	-16 021
Dont Souverain	13 003	1 040	12 369	990	-634	-51
Dont Établissements	2 924 649	233 972	3 198 262	255 861	273 612	21 889
Dont Entreprises	23 283 919	1 862 714	22 479 166	1 798 333	-804 753	-64 380
Dont Clientèle de détail	9 296 671	743 734	9 730 422	778 434	433 752	34 700
Risque de Marché	228 154	18 252	562 357	44 989	334 203	26 736
Risque Opérationnel	4 578 064	366 245	4 452 506	356 200	-125 558	-10 045
Total	43 680 189	3 494 415	43 688 574	3 495 086	8 386	671

5.3. EXIGENCE EN FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDÉRÉS DU GROUPE CRÉDIT DU MAROC

Les risques pondérés sont calculés en approche standard pour les risques de crédit, de contrepartie et les risques du marché et en méthode d'indicateurs de base pour les risques opérationnels.

	Pilier I	
	Risque couvert	Méthode d'évaluation et de gestion
Risque de crédit	X	Méthode standard
Risque de marché	X	Méthode standard
Risque opérationnel	X	BIA (Basic Indicator Approach)

Évolution des risques pondérés de Crédit du Maroc



1. Risque de crédit

Le montant du risque de crédit pondéré est calculé en multipliant les éléments d'actifs et du hors bilan par les coefficients de pondération prévus par la réglementation. Le risque de crédit dépend essentiellement de la nature de l'engagement et de la contrepartie.

Le risque pondéré est calculé à partir de l'exposition nette atténuée par les garanties ou les suretés et pondérée par le taux de pondération.

Les engagements hors bilan sont également pondérés par le facteur de conversion risque crédit.

2. Risque de marché

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liés aux variations des prix de marché. Ils recouvrent :

- les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus pour l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Le risque de marché est composé du :

- **Risque de taux d'intérêt**

Le calcul du risque de taux d'intérêt concerne les produits de taux faisant partie du portefeuille trading. Celui-ci est la somme du risque général de taux et risque spécifique de taux.

Le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de taux d'intérêt général se fait selon la méthode de l'échéancier. Le risque spécifique est calculé à partir de la position nette, sa pondération dépend de la nature de l'émetteur du titre et de la maturité.

- **Risque sur titres de propriété**

Le calcul du risque sur les titres de propriété concerne : les positions sur actions, options sur actions, futures sur actions, options sur index, autres dérivés avec comme sous-jacent une action ou un index. Celui-ci est la somme du risque général sur titre de propriété et du risque spécifique sur titre de propriété.

L'exigence en fonds propres au titre du risque général sur titres de propriétés représente 8% de la position nette globale.

Le risque spécifique est calculé sur la position globale en appliquant les pondérations listées par le régulateur suivant la nature de l'actif.

- **Risque de change**

L'exigence en Fonds propres au titre du risque de change est calculée lorsque la position nette globale dépasse 2% des capitaux de base. La position nette globale correspond

à la position la plus forte entre la somme des positions courtes et celle des positions longues pour la même devise.

Détail Risque de marché

(en milliers de dirhams)

Exigences en fonds propres	31/12/2020	30/06/2021
Risque de taux	10 294	41 884
Risque spécifique de taux	754	3 855
Risque général de taux	9 541	38 028
Risque de change	7 958	3 105
Total	18 252	44 989

3. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est calculé à l'aide des PNB annuels des trois derniers exercices en utilisant la méthode des indicateurs de base.

L'exigence en fonds propres est 15% x la moyenne du PNB des trois derniers exercices.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES CONSOLIDÉS)

mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

pwc

PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa
20220 Hay Hassani Casablanca

GROUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2021

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 952 542, dont un bénéfice net de KMAD 278 930.

Elle a été arrêtée par le directoire le 19 juillet 2021 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire consolidée, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Du Maroc arrêtés au 30 juin 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 29 juillet 2021

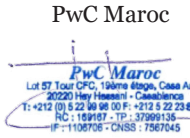
Les Commissaires aux Comptes

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20 380 CASABLANCA
Tél : 0522 423 423 (L.C)
Fax : 0522 423 400

Abdou Souleye Diop
Associé

PwC Maroc


PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC, 19ème étage, Casa Anfa,
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 5 22 88 98 00 F: +212 5 22 23 88 70
RC : 189187 - TP : 37999136
IF : 1108708 - CHSS : 7587645

Leila Sijelmassi
Associée

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

BILAN AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 105 393	2 559 764
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 612 554	6 351 402
. À vue	1 702 795	1 423 406
. À terme	3 909 758	4 927 995
Créances sur la clientèle	42 051 892	41 290 615
. Crédits de trésorerie et à la consommation	15 308 147	15 352 249
. Crédits à l'équipement	6 062 474	5 598 659
. Crédits immobiliers	17 295 990	16 591 148
. Autres crédits	3 385 281	3 748 560
Créances acquises par affacturage	1 011 674	622 833
Titres de transaction et de placement	5 833 034	3 389 445
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 019 826	2 165 595
. Autres titres de créance	1 698 109	1 153 850
. Titres de propriété	115 099	70 000
. Certificats de Sukuk	-	-
Autres actifs	705 908	512 249
Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	314 473	315 748
. Participations dans les entreprises liées	271 599	271 599
. Autres titres de participation et emplois assimilés	42 874	44 149
. Titres de Moudaraba et Mouchraka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	347 816	313 819
Immobilisations corporelles	905 954	930 253
Total de l'Actif	57 888 698	56 286 129

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	65	9
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 820 337	1 238 137
. À vue	682 190	574 546
. À terme	1 138 148	663 591
Dépôts de la clientèle	45 826 544	44 332 845
. Comptes à vue créditeurs	32 579 609	30 904 110
. Comptes d'épargne	9 996 875	9 906 398
. Dépôts à terme	1 802 625	2 142 324
. Autres comptes créditeurs	1 413 763	1 350 359
. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	33 673	29 654
Titres de créance émis	1 328 877	1 310 048
. Titres de créance négociables	1 328 877	1 310 048
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 081 102	1 114 835
Provisions pour risques et charges	1 222 327	1 530 087
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 435 642	1 925 661
Écart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 625 959	2 625 959
Capital	1 088 121	1 088 121
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	1 070 917	1 021 417
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	388 806	99 010
Total du Passif	57 888 698	56 286 129

HORS BILAN	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNÉS	13 005 545	12 424 590
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 979 976	4 422 630
Engagements de garantie d'ordre d'établ. de crédit et assimilés	4 473 633	4 298 246
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 551 936	3 703 713
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	2 986 694	2 979 565
Engagements de financement reçus d'établ. de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établ. de crédit et assimilés	2 986 694	2 979 565
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

LIBELLE	30/06/2021	30/06/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 388 488	1 426 464
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements	62 473	71 976
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	949 825	965 953
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	38 908	57 340
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	66 311	62 159
Produits sur titres de Moudaraba et moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	169 388	164 292
Autres produits bancaires	101 583	104 744
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	222 506	277 417
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements	8 366	10 172
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	98 125	141 902
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	46 364	62 377
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	69 651	62 966
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 165 982	1 149 047
Produits d'exploitation non bancaire	14 140	5 549
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	638 058	598 847
Charges de personnel	369 027	356 991
Impôts et taxes	14 941	15 094
Charges externes	177 860	159 034
Autres charges générales d'exploitation	1 872	1 408
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	74 358	66 319
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	725 729	564 710
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	379 701	318 620
Pertes sur créances irrécouvrables	300 825	74 908
Autres dotations aux provisions	45 203	171 182
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	752 004	239 990
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	424 638	226 865
Récupérations sur créances amorties	7 191	4 828
Autres reprises de provisions*	320 176	8 297
RÉSULTAT COURANT	568 339	231 029
Produits non courants	12 889	569
Charges non courantes	56 455	112 568
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	524 773	119 031
Impôts sur les résultats	135 968	82 126
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	388 806	36 905

* dont reprise d'une provision importante liée à un ancien litige consécutivement à une décision de la Cour d'Appel de renvoi

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

Premier semestre 2021	deuxieme semestre 2020	Premier semestre 2020
1 388 488	1 366 119	1 426 464

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

	Montants au 30/06/2021		Montants au 31/12/2020	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	263 364	37 664	384 641	40 274
Créances douteuses	548 809	541 987	669 680	509 461
Créances compromises	3 067 767	2 513 265	3 056 961	2 563 488
TOTAL	3 879 939	3 092 916	4 111 282	3 113 223

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2021

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT
Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2- ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30 JUIN 2021

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		N E A N T
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		N E A N T
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		N E A N T

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30/06/2021	30/06/2020
+ Intérêts et produits assimilés	1 038 906	1 089 528
- Intérêts et charges assimilées	152 855	214 451
MARGE D'INTÉRÊT	886 051	875 077
+ Produits sur financements participatifs	12 301	5 742
- Charges sur financements participatifs	-	-
Marge sur financements participatifs	12 301	5 742
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en l'jara	-	-
- Charges sur immobilisations données en l'jara	-	-
Résultat des opérations d'l'jara	-	-
+ Commissions perçues	171 253	166 298
- Commissions servies	15 023	11 824
Marge sur commissions	156 230	154 474
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	12 553	30 615
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-466	172
+ Résultat des opérations de change	78 740	65 125
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	90 827	95 911
+ Divers autres produits bancaires	66 311	62 399
- Diverses autres charges bancaires	45 738	44 555
± Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 165 982	1 149 047
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-1 276	-3 117
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	14 140	5 549
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	638 058	598 847
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	540 788	552 632
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-248 698	-161 835
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	276 249	-159 768
RÉSULTAT COURANT	568 339	231 029
RÉSULTAT NON COURANT	-43 566	-111 998
- Impôts sur les résultats	135 968	82 126
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	388 806	36 905

II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2021	30/06/2020
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	388 806	36 905
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	74 358	66 319
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 545	3 117
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	25 700	144 315
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	129 635	-
- Plus-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles	17	-
+ Moins-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	360 757	250 656
- Bénéfices distribués	-	-
AUTOFINANCEMENT	360 757	250 656

ÉTAT A3- ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30 JUIN 2021

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		N E A N T
II. Changements affectant les règles de présentation		N E A N T

ÉTAT B1- CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
Comptes ordinaires débiteurs	356 138	7	329 178	525 910	1 211 233	2 157 100
Valeurs reçues en pension	-	1 379 365	-	-	1 379 365	1 739 893
- au jour le jour	-	400 102	-	-	400 102	850 114
- à terme	-	979 263	-	-	979 263	889 779
Prêts de trésorerie	-	900 000	492 134	-	1 392 134	1 804 599
- au jour le jour	-	400 000	-	-	400 000	-
- à terme	-	500 000	492 134	-	992 134	1 804 599
Prêts financiers	-	-	1 910 640	-	1 910 640	2 217 391
Autres créances	-	12 940	41 640	-	54 580	50 183
Intérêts courus à recevoir	-	6 395	14 350	-	20 744	14 810
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	356 138	2 298 707	2 787 942	525 910	5 968 696	7 983 977

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

	30/06/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 322 167	2 729 307
Récupérations sur créances amorties	7 191	12 702
Produits d'exploitation non bancaire perçus	27 282	28 047
Charges d'exploitation bancaire versées	-191 695	-478 020
Charges d'exploitation non bancaire versées	-56 455	-116 885
Charges générales d'exploitation versées	-792 539	-1 073 076
Impôts sur les résultats versés	-135 968	-196 802
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	179 982	905 274
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	738 848	-218 934
Créances sur la clientèle	-1 426 807	-396 393
Titres de transaction et de placement	-2 443 703	1 560 419
Autres actifs	-193 659	-198 939
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	582 201	-1 471 729
Dépôts de la clientèle	1 493 699	1 169 992
Titres de créance émis	18 829	-757 628
Autres passifs	-33 733	206 523
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-1 264 326	-106 689
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-1 084 344	798 585
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16	253
Acquisition d'immobilisations financières	-270	-1 646
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	134 072	-260 449
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	66 311	63 105
IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	200 129	-198 738
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-500 000	157 869
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-20 704	221
Dividendes versés	-49 510	-203 479
V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-570 213	-45 389
VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	-1 454 428	554 458
VII - TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 559 756	2 005 297
VIII - TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 105 328	2 559 756

ÉTAT B2- CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	197 407	-	10 851 530	448 094	11 497 030	11 417 502
- Comptes à vue débiteurs	24 880	-	1 536 974	413 917	1 975 771	3 045 367
- Créances commerciales sur le Maroc	42 527	-	1 038 880	-	1 081 407	1 164 824
- Crédits à l'exportation	-	-	189 459	-	189 459	200 234
- Autres crédits de trésorerie	130 000	-	8 086 216	34 177	8 250 393	7 007 077
Crédits à la consommation	-	-	-	3 716 468	3 716 468	3 654 314
Crédits à l'équipement	1 583 364	-	4 351 770	20 292	5 955 425	5 495 615
Crédits immobiliers	-	-	1 841 465	15 372 633	17 214 098	15 929 121
Autres crédits	-	2 076 677	521 291	-	2 597 968	3 457 904
Créances acquises par affacturage	1 011 674	-	-	-	1 011 674	622 833
Intérêts courus à recevoir	-	99 478	184 401	-	283 879	338 099
Créances en souffrance	-	-	198 741	588 282	787 023	998 059
- Créances pré-douteuses	-	-	46 849	178 851	225 700	344 367
- Créances douteuses	-	-	3 833	2 989	6 822	160 219
- Créances compromises	-	-	148 059	406 442	554 502	493 473
TOTAL	2 792 445	2 176 155	17 949 198	20 145 768	43 063 566	41 913 447

B03- VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTÉS	1 698 109	4 019 826	115 073	26	5 833 034	3 389 445
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	4 019 826	-	-	4 019 826	2 165 595
Obligations	9 037	-	-	-	9 037	12 140
Autres titres de créance	1 689 072	-	-	-	1 689 072	1 141 710
Titres de propriété	-	-	115 073	26	115 099	70 000
TOTAL	1 698 109	4 019 826	115 073	26	5 833 034	3 389 445

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

ÉTAT B05 - DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

ACTIFS	30/06/2021	31/12/2020
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	85 948	56 472
Débiteurs divers	161 438	217 949
Sommes dues par l'état	81 132	157 945
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-129	2 220
Comptes clients de prestations non bancaires	-33	-59
Divers autres débiteurs	80 469	57 843
Valeurs et emplois divers	52 378	2 600
Comptes de régularisation	406 143	235 228
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	9 289	2 950
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	53 415	71 591
Comptes de liaison entre siège succursales et agences au Maroc	10 349	341
Produits à recevoir	72 755	8 263
Charges constatées d'avances	53 849	9 406
Autres comptes de régularisation	206 486	142 678
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
Total	705 908	512 249

ÉTAT B10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	65	280	3 413	306 318	310 076	558 144
Valeurs données en pension	-	50 025	-	-	50 025	-
- Au jour le jour	-	50 025	-	-	50 025	-
- À terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	300 000	-	891 710	1 191 710	356 192
- Au jour le jour	-	300 000	-	-	300 000	-
- À terme	-	-	-	891 710	891 710	356 192
Emprunts financiers	2 180	-	-	239 868	242 048	302 166
Autres dettes	-	1 124	23 079	-	24 203	19 515
Intérêts courus à payer	-	935	1 405	-	2 340	2 129
TOTAL	2 245	352 363	27 897	1 437 896	1 820 401	1 238 146

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	481 922	34 629	8 465 406	23 631 324	32 613 281	30 933 762
Comptes d'épargne	-	-	-	9 961 463	9 961 463	9 859 234
Dépôts à terme	-	-	181 019	1 608 316	1 789 335	2 119 266
Autres comptes créditeurs	-	228	899 277	495 448	1 394 953	1 331 549
Intérêts courus à payer	-	-	-	67 511	67 511	89 033
TOTAL	481 922	34 857	9 545 702	35 764 063	45 826 544	44 332 845

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Autres mouvements	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sortie	Cumul		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	876 204	150 465	333 646	693 024	562 382	34 978	-252 159	345 202	-	347 822
- Droit au bail	22 579	-	-	22 579	-	-	-	-	-	22 579
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	853 625	150 465	333 646	670 445	562 382	34 978	-252 159	345 202	-	325 243
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 359 345	67 876	116 474	2 260 691	1 429 101	39 393	-113 751	1 354 743	-	905 948
- Immeubles d'exploitation	1 044 237	38 767	-	1 083 004	407 192	10 130	-	417 322	-	665 682
. Terrain d'exploitation	249 919	-	-	249 919	-	-	-	-	-	249 919
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	766 510	38 767	-	805 277	379 492	10 121	-	389 613	-	415 664
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	27 808	-	-	27 808	27 699	9	-	27 708	-	99
- Mobilier et matériel d'exploitation	575 461	15 968	110 802	480 626	498 055	13 467	-110 560	400 962	-	79 664
. Mobilier de bureau d'exploitation	93 824	257	396	93 686	82 979	1 923	-396	84 506	-	9 179
. Matériel de bureau d'exploitation	16 832	154	242	16 745	13 831	362	-	14 193	-	2 552
. Matériel de bureau Telecom	79 159	1 158	20 313	60 005	70 007	1 650	-20 313	51 343	-	8 661
. Matériel Informatique	313 314	13 508	89 844	236 977	265 628	8 471	-89 844	184 254	-	52 723
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	3 497	-	-	3 497	3 497	-	-	3 497	-	-
. Autres matériels d'exploitation	68 834	890	7	69 717	62 114	1 062	-7	63 169	-	6 549
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	617 460	9 916	5 671	621 704	474 709	14 050	-3 190	485 569	-	136 135
- Immobilisations corporelles hors exploitation	122 188	3 226	-	75 357	49 144	1 746	-	50 890	-	24 467
. Terrains hors exploitation	50 057	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Immeubles hors exploitation	46 845	-	-	46 845	32 541	832	-	33 373	-	13 471
. Mobiliers et matériel hors exploitation	9 207	723	-	9 930	7 257	409	-	7 666	-	2 264
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	16 079	2 503	-	18 582	9 347	504	-	9 851	-	8 731
- Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 235 549	218 342	450 119	2 953 715	1 991 483	74 371	-365 909	1 699 945	-	1 253 770

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours ⁽¹⁾	Taux	Durée ⁽²⁾	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité ⁽³⁾	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N en (contrevaletur KDH)	Montant N-1 en (contrevaletur KDH)	Montant N en (contrevaletur KDH)	Montant N-1 en (contrevaletur KDH)
MAD	55 000,00	1	3,93%	10 ANS	INFINE	55 000,00	-	-	-	-
MAD	445 000,00	1	2,77%	10 ANS	INFINE	445 000,00	-	-	-	-
MAD	197 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	197 500,00	-	-	-	-
MAD	552 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	552 500,00	-	-	-	-
TOTAL	1 250 000,00					1 250 000,00				

(1) cours BAM au 30/06/2021 (2) éventuellement indéterminée (3) se référer au contrat de dettes subordonnées

Soucripteur	COV	Nbre Bons	Catégorie	Nominal	Nominal Global	Maturité	Taux en %	Date de Jouissance	échéance
CASA	18540	1	OB. PERPETUELLE	136 116 260,28	136 116 260,28	Indéterminée	3,975%	14/12/2020	indéterminée
WAFIA ASSUR	18541	1	OB. PERPETUELLE	21 752 849,80	21 752 849,80	Indéterminée	3,975%	14/12/2020	indéterminée
TOTAL					157 869 110,08				

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global
Certificats de Dépôts	02/08/2018	02/08/2021	100 00	2 98%	INFINE	300 000 00
Certificats de Dépôts	28/09/2018	28/09/2021	100 00	3 02%	INFINE	500 000 00
Certificats de Dépôts	31/10/2019	01/11/2021	100 00	2 63%	INFINE	200 000 00
Certificats de Dépôts	31/10/2019	31/10/2022	100 00	2 74%	INFINE	300 000 00
TOTAL						1 300 000 00

ÉTAT B13 - DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

PASSIFS	30/06/2021	31/12/2020
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	130 749	315 189
Débiteurs divers	393 936	313 909
Sommes dues à l'état	115 391	155 213
Sommes dues aux organismes de prévoyance	24 164	26 130
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	51 661	4 670
Fournisseurs de biens et services	778	703
Divers autres créditeurs	201 942	127 192
Comptes de régularisation	556 417	485 737
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges succursales et agences au Maroc	7 005	517
Charges à payer	236 169	240 327
Produits constatés d'avance	251 884	180 009
Autres comptes de régularisation	61 359	64 885
Total	1 081 102	1 114 836

ÉTAT B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 601 084	488 895	421 251	398 528	-	3 909 758
Créances sur la clientèle	5 074 848	3 246 024	5 678 703	7 011 061	21 041 256	42 051 892
Titres de créance	880 945	317 140	383 171	3 828 924	422 854	5 833 034
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 556 877	4 052 059	6 483 125	11 238 505	21 464 110	51 794 683
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	624 197	268 448	2 180	243 324	-	1 138 148
Dettes envers la clientèle	364 954	445 048	878 183	114 440	-	1 802 625
Titres de créance émis	-	300 000	700 000	300 000	-	1 300 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 407 869	1 407 869
TOTAL	989 151	1 013 496	1 580 363	657 764	1 407 869	5 648 642

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 003	23 863
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	42
Créances sur la clientèle	862 531	603 746
Créances sur Mourabaha	861 638	601 167
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	893	2 579
Titres de transaction et de placement	-	-
dont certificat de Sukuk	-	-
Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	175 860	123 205
Immobilisations données en Ijara	-	-
Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
Dont certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar placés	-	-
Autres actifs	-	-
Total de l'Actif	1 046 394	750 857

(En milliers de DH)

ÉTAT B14 - PROVISIONS AU 30 JUIN 2021

(En milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2021
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR :	3 015 691	379 905	402 650	-216	2 992 729
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	3 002 688	378 232	402 368	-216	2 978 336
Titres de placement	301	127	12	-	415
Titres de participation et emplois assimilés	12 703	1 545	270	-	13 978
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	1 530 088	45 126	352 886	-	1 222 328
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	142 728	1 469	22 270	-	121 927
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	954 467	25 700	140 075	-	840 092
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	92 925	3 999	-	-	96 924
Provisions pour autres risques et charges	339 969	13 958	190 541	-	163 386
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	4 545 779	425 031	755 536	-216	4 215 057

(* Le report à nouveau d'Arreda, reprenant les résultats des exercices antérieurs, a été retraité, au niveau de l'impôt sur les sociétés, conformément à la demande du régulateur.

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2021 (suite)

(En milliers de DH)

CPC	30/06/2021	30/06/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	12 488	5 819
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1	-
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	12 301	5 742
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	186	77
Autres produits bancaires	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1	-
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1	-
Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	12 488	5 819
Produits d'exploitation non bancaire	-	-
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	12 785	12 178
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	810	1 890
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	236	-
RESULTAT COURANT	-870	-8 249
RESULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RESULTATS	-870	-8 249
Impôts théoriques	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-870	-8 249

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS AU 30 juin 2021

(En milliers de DH)

DETTES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-	-	33 673	33 673	29 654
- Mourabaha ⁽¹⁾	-	-	-	33 673	33 673	29 654
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL				33 673	33 673	29 654

(1) principalement les avances sur Mourabaha

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2021 AU 30/06/2021

(En milliers de DH)

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions					Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire (1)		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stock	Cumul à la fin de l'exercice		
Biens acquis - Mourabaha												
Biens mobiliers												
Biens immobiliers												
Biens acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre												
Biens mobiliers	499	5 032	5 369	-	162							
Biens immobiliers	122 706	301 359	248 368	-	175 697							
Biens acquis - Salam												
Biens acquis - Autres financements participatifs												

(1) Biens cédés en dehors des contrats de finance participative dont les produits de cession sont constatés en hors exploitation bancaire dans le compte 7613

TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA DU 01/01/2021 AU 30/06/2021

(En milliers de DH)

Biens	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte de résultat	Quote-part constatée en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnée (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha à la fin de l'exercice
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec les établissements de crédit et assimilés							
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec la clientèle							
Mourabaha	158 875	85 901	14 093	998	-	229 685	2 298
Mourabaha pour donneur d'ordre	158 875	85 901	14 093	998	-	229 685	2 298
TOTAL							

(1) Par remboursement anticipé ou autres

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES SOCIAUX)

mazars

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

pwc

PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa
20220 Hay Hassani Casablanca

CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

En application des dispositions du Dahir n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 6 609 445 dont un bénéfice net de KMAD 388 806 relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Elle a été arrêtée par le directoire le 19 juillet 2021 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 29 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

Mazars Audit et Conseil

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 5 22 56 46 10 F: +212 5 22 23 88 76
RC : 15807 - TPE : 3799432
N° : 1100709 - CHSS : 7567045

Abdou Souleye Diop
Associé

PwC Maroc

PwC Maroc
Lot 57 Tour CFC, 1^{er} étage, Casa Anfa,
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 5 22 56 46 10 F: +212 5 22 23 88 76
RC : 15807 - TPE : 3799432
N° : 1100709 - CHSS : 7567045

Leila Sijelmassi
Associée